



ARRETE N° 25.222

Portant réglementation temporaire du stationnement : Rue de l'Ancienne poste

Le Maire de la commune de Marsilly,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 complétée et modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L2213-2,
Vu le code de la route et notamment son article R411-8,
Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,
Considérant la demande présentée par M. Riquier, mandataire judiciaire de Mme Albert pour son déménagement au 18 rue de l'ancienne poste à 17137 MARSILLY, et qu'il y a lieu à cette occasion de prendre des mesures particulières pour assurer la continuité du trafic et la sécurité des usagers :

ARRETE

ARTICLE 1 : Du lundi 30 juin 2025 à 8h au mardi 01 juillet 2025 à 13h : 18 rue de l'ancienne poste

- Le stationnement sera interdit et déclaré gênant sur les deux places de stationnement présente devant le numéro 9.
- Un camion de déménagement est autorisé à stationner sans gêner la circulation dans la rue.
- Le pétitionnaire aura à charge de se réserver la place de stationnement à l'aide de panneaux au moins 8 jours avant le déménagement.
- La rue ne pourra pas être fermée à la circulation.

ARTICLE 2 : La signalisation correspondante, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place puis retirée par le pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Les infractions à disposition du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règles en vigueur.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa notification d'un recours auprès du maire et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- Au pétitionnaire,
- A Monsieur le Commandant de Brigade Territoriale de Gendarmerie de Nieul sur Mer,
- A la Police Municipale.

Marsilly, le 25 juin 2025
Le Maire

Hervé PINEAU

